



COMMUNIQUE

**« EN ADULTES RESPONSABLES »,
LES REPRESENTANTS DU SNETAP-FSU ONT BOYCOTTÉ LE CTEA**

Faute de réponses claires aux nombreuses questions portées en préalable du CTEA, le Snetap-FSU a décidé de boycotter la réunion de ce jour, qui ne s'est donc pas tenue.

Le CTEA était convoqué le 14 juin 2017. Avant l'ouverture de la séance, le Snetap-FSU a dénoncé l'absence de réponse du Ministre à ses différentes sollicitations et plus globalement d'affichage politique sur l'enseignement agricole.

Il a également et surtout demandé des réponses sur la préparation inquiétante de la prochaine rentrée. Des conditions de préparation qui posent problèmes dans plusieurs régions : refus de l'accueil de tous les élèves et étudiant.es (alors qu'il y a, notamment, obligation de recevoir les élèves redoublants qui le souhaitent), réduction des seuils d'effectifs des classes, non financement des options facultatives, suppression d'heures hors référentiels, fin des contrats d'ACR avant le départ des élèves, ...

Ce refus de siéger dans une instance nationale, décidé en responsabilité, s'inscrit dans la continuité d'actions régionales comme le boycott des CTREA Pays de Loire et Auvergne - Rhône Alpes, par les représentants du personnel.

En réponse à l'interpellation du Snetap-FSU, le Directeur Général a d'abord tenté d'expliquer "la méthode" du Ministre qui « *privilégie les rencontres de terrain pour découvrir l'Enseignement agricole* ». Depuis sa nomination, il s'est ainsi rendu au Lycée de Troyes - St Pouange, à l'Ecole Vétérinaire de Toulouse et au Lycée de Limoges Les Vaseix.

Une méthode qui ignore totalement la représentation des personnels et donne avant tout l'impression d'une méconnaissance de l'Enseignement agricole public.

Pour le Snetap-FSU cette méthode est claire. Sous couvert du « *maintien d'une stabilité budgétaire* », on retrouve la rigueur budgétaire qui ne dit pas son nom et ce sont bien des consignes en ce sens qui ont été données aux DRAAF au moment des "dialogues de gestion".

Si le Directeur Général a assuré entendre les inquiétudes des personnels, il a renvoyé ses réponses « à une future synthèse des demandes, remontées des différentes régions, afin d'optimiser les moyens. Les points de blocage seront étudiés et la DGER ajustera au mieux ».

Une réponse en forme de langue de bois qui ne pouvait satisfaire les représentants du Snetap-FSU. Ils ont décidé « en adultes responsables » de ne pas siéger à ce CTEA qui ne s'est donc pas tenu et ont renvoyé les échanges sur le fond des différents dossiers à la rencontre prévue avec le Cabinet du Ministre le 20 juin.

Paris le 14 juin 2017

